

En écriture inclusive, Amnesty International exige l'accueil des migrants d'Erdogan

écrit par François des Groux | 11 mars 2020



C'est drôle : bientôt les frontières intra-européennes se fermeront pour échapper au coronavirus mais, *en même temps*, toute la gauchisserie occidentale exigera l'accueil inconditionnel des Syriens ou apparentés musulmans de Turquie...

Par exemple : le Bade-Wurtemberg recommande aux frontaliers alsaciens de se confiner chez eux...

<https://www.dna.fr/fil-info/2020/03/09/fribourg-qui-vient-du-haut-rhin-doit-rester-confine>

Mais, de l'autre côté du Rhin et *en même temps*, la gauche allemande demande l'accueil inconditionnel des migrants

d'Erdogan (voir article du Point ci-dessous) tout comme les ONG fondées sur une sempiternelle idéologie droit-de-l'homme.

Ainsi, Amnesty International, signe, de sa plus belle écriture gauchiste-inclusive, un terrible scénario en noir et blanc.

Avec, d'un côté, les « migrant.e.s », Erdogan et ses garde-frontières dans le rôle de gentils et, de l'autre, Bachar, l'Europe et les Grecs dans le rôle des méchants.

Que se passe-t-il aux frontières de la Grèce avec la Turquie ?

Le 27 février 2020, la Turquie a annoncé qu'elle n'empêcherait plus les réfugié.e.s de tenter de franchir ses frontières vers l'Europe, fermées depuis 2016.

La Turquie héberge 3,6 millions de réfugié.e.s syriens – soit plus que tout autre pays. Et depuis décembre 2019, des centaines de milliers de personnes fuient vers la frontière turque fermée avec la province d'Idlib, en Syrie, où le gouvernement syrien bombarde les civils à coups de frappes aériennes.

Les États européens, entre autres, manquent à leur devoir de partager la responsabilité d'accueillir les femmes, les hommes et les enfants qui ont fui leur foyer en Syrie. La Turquie affirme qu'elle n'est plus en mesure de gérer les nombreux réfugiés qui se trouvent sur son territoire.

Conséquence inévitable de l'annonce de la Turquie, des personnes désespérées prises au piège illégalement dans le pays depuis au moins 2016 se sont ruées vers les postes-frontières qui venaient de rouvrir – mais d'un côté

seulement.

Ce qu'elles ont trouvé en arrivant, ce sont des garde-frontières grecs lourdement armés, des gaz lacrymogènes, des balles en caoutchouc et des fils de fer barbelés.

Comment la Grèce a-t-elle réagi ?

La Grèce a réagi en déployant une batterie de mesures inhumaines qui bafouent le droit européen et le droit international.

Les forces de sécurité ont tiré des gaz lacrymogènes et repoussé les canots pneumatiques qui tentaient d'atteindre les côtes grecques.

Le gouvernement a suspendu provisoirement l'enregistrement des demandes d'asile et déclaré qu'il expulserait toute personne entrée illégalement sur son territoire, sans même examiner son dossier. Il s'agit d'une violation des responsabilités de la Grèce au titre de la Convention de Genève sur les réfugiés de 1951.

En quoi consiste l'accord UE-Turquie ?

En mars 2016, l'UE et la Turquie ont conclu un accord qui visait à renvoyer en Turquie les demandeurs d'asile arrivés sur les îles grecques. La Turquie s'était aussi engagée à empêcher les personnes de quitter son territoire pour l'Europe. En échange, l'UE a versé à la Turquie des milliards de dollars.

Cet accord est profondément biaisé, fondé sur la fausse hypothèse que la Turquie est un pays sûr pour les demandeurs d'asile...

Comment le reste de l'Europe réagit-il à la situation à la frontière ?

Les leaders de l'UE soutiennent ouvertement l'approche

hostile de la Grèce.

La présidente de la Commission européenne a qualifié la Grèce de « bouclier » de l'Europe permettant de dissuader les migrants d'entrer et s'est engagée à fournir une aide financière et matérielle et à déployer des garde-frontières européens.

Ce discours est des plus trompeurs. L'Europe n'a pas besoin d'être protégée face à des personnes en quête de sécurité. Les réfugié·e·s et les migrant·e·s à la frontière demandent de l'aide et cette aide leur est garantie par le droit européen et le droit international.

Pourquoi les réfugié·e·s syriens ne peuvent-ils pas rester en Turquie ?

La vie est extrêmement difficile pour les réfugié·e·s en Turquie. L'un des problèmes est que la Turquie ne respecte pas pleinement le droit international relatif aux réfugié·e·s...

Les problèmes sont nombreux : 1,5 % seulement des réfugiés syriens en âge de travailler ont des permis de travail, ce qui signifie qu'ils sont au chômage ou exposés à l'exploitation dans le cadre d'emplois informels. De nombreux Syriens sont privés de leur droit de s'inscrire et d'avoir accès à des services élémentaires, de nombreuses provinces ayant stoppé tout enregistrement, y compris à Istanbul.

En outre, Amnesty International a recueilli des informations attestant que les autorités turques ont contraint des personnes à retourner en Syrie – les frappant ou les menaçant pour qu'elles signent des documents dans lesquels elles affirment que leur retour est « volontaire ».

Face à la menace d'être contraints de retourner dans une zone de guerre, il n'est pas surprenant que les réfugiés

cherchent à quitter la Turquie vers un endroit plus sûr.

Toutes les personnes à la frontière sont-elles Syriennes ?

Non. Elles viennent de nombreux pays, mais toutes ont vécu en Turquie ou l'ont traversée.

La vaste majorité des réfugiés vivant en Turquie sont originaires de Syrie, mais on recense également de grandes populations d'Afghans, d'Irakiens et d'Iraniens.

Les raisons sont nombreuses qui les poussent à quitter la Turquie pour l'Europe.

Ils ont parfois de la famille dans d'autres pays ou souhaitent aller quelque part où ils pourront travailler en toute sécurité et légalité...

Pourquoi l'Europe devrait-elle accueillir des personnes qui ne fuient pas la guerre ?

Imaginez ce que cela signifie de laisser derrière vous toute votre vie – votre maison, votre famille, toutes les personnes que vous connaissez – pour partir vers un nouveau pays, en suivant un itinéraire dangereux et incertain.

Ce n'est pas une décision que l'on prend à la légère et cela demande beaucoup de courage et d'ingéniosité.

Quelle que soit la raison précise pour laquelle ces personnes partent de chez elles, chacune mérite d'être traitée avec compassion et dignité. Outre la guerre, les demandeurs d'asile peuvent avoir subi des persécutions individuelles, fondées sur l'origine ethnique, la religion, la nationalité, l'opinion politique ou l'appartenance à un groupe particulier.

Les médias et les responsables politiques d'extrême-droite perpétuent souvent les discours toxiques, affirmant que ces personnes cherchent une « vie

facile » en Europe. En réalité, à travers l'Europe, les gouvernements adoptent des politiques dures envers les personnes migrantes et réfugiées, souvent en violation de leurs obligations relatives aux droits humains...

Que recommande Amnesty International ?

L'Europe est loin de faire assez pour assumer sa juste part de responsabilité à l'égard des réfugiés. Au contraire, elle construit une forteresse afin d'empêcher les personnes qui sont simplement en quête de sécurité ou d'une vie meilleure d'entrer.

Toutefois, les murs n'empêchent pas les gens de se déplacer, ils ne font qu'augmenter le coût humain.

Amnesty International demande aux gouvernements européens de respecter le droit international [...] Les États européens devraient aider à relocaliser immédiatement les demandeurs d'asile depuis les îles grecques, notamment grâce aux visas familiaux et humanitaires.

<https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/03/greece-turkey-refugees-explainer/>

.



.
C'est bien connu, pour en finir avec un maître-chanteur, il est impératif de... céder à son chantage. En d'autre temps, on l'aurait noyé dans le béton sous la gloriette d'[Antoine Brisebard](#)., l'irascible écrivain de Jo, avec De Funès.

Depuis quelques mois, les médias ne parlaient plus des migrants et d'un coup, avec l'offensive russo-syrienne et les déconvenues militaires d'Erdogan, il faudrait absolument les accueillir en leur donnant gîte, couvert, formation, emploi, le beurre, l'argent du beurre et la crème.

Comme en 2015, les dirigeants européens (Merkel, Macron...) et les ONG telle qu'Amnesty international se rendent donc complices de l'invasion migratoire et de la destruction de la civilisation occidentale.

.
L'Europe prévoit d'accueillir jusqu'à 1 500 migrants mineurs bloqués en Grèce

Une coalition de pays « volontaires » de l'UE va prendre en charge ces enfants en difficulté se trouvant actuellement sur les îles grecques.

...

« Au plan européen, une négociation se tient ces jours-ci au sujet d'une solution humanitaire avec l'objectif d'organiser la prise en charge de ces enfants dans le cadre d'une "coalition des volontaires" », a souligné le gouvernement allemand dans un communiqué, sans préciser les noms des pays impliqués [parions que la France s'y trouve, NDA]

« Nous voulons soutenir la Grèce à faire face à la situation humanitaire difficile de 1 000 à 1 500 enfants se trouvant sur les îles » du pays, ont ajouté les partis (conservateurs et sociaux-démocrates) de la coalition gouvernementale de la chancelière Angela Merkel.

« Il s'agit d'enfants qui, en raison d'une maladie, ont urgemment besoin de soins, ou d'enfants non accompagnés et âgés de moins de 14 ans, pour la plupart des filles. »

Outre-Rhin, les partis de gauche font pression depuis plusieurs jours pour que l'Europe et l'Allemagne en particulier prennent en charge les enfants déjà présents en Grèce ou se pressant à la frontière turco-grecque, après la diffusion d'images sur la situation très précaire de nombreux mineurs sur place.

...

Des milliers de migrants tentent de passer la frontière entre la Turquie et la Grèce depuis que le président turc a annoncé le 29 février qu'il cessait de respecter l'accord de mars 2016 avec l'Union européenne prévoyant que les migrants restent en Turquie, en échange d'une aide financière européenne à Ankara.

<https://www.nouvelobs.com/migrants/20200309.0BS25784/l-europ>

[e-envisage-d-accueillir-jusqu-a-1-500-migrants-mineurs-arrives-en-grece.html](#)